



European Economic and Social Committee
A bridge between Europe and organised civil society

December 2021 | FR

[Podcast de la série «The Grassroots View» – S2, E5: Sans liberté des médias, pas de démocratie](#)

L'Union européenne jouit encore de son statut de lieu le plus sûr au monde pour les journalistes, mais cette situation pourrait changer plus vite qu'on ne le croit, au vu de l'évolution actuelle qui semble marquée par une augmentation des actes d'intimidation, de harcèlement et même des meurtres visant des reporters.

Notre invité est **Matthew Caruana Galizia**, dont la mère, **Daphne Caruana Galizia**, a été sauvagement assassinée en 2017 alors qu'elle cherchait à mettre au jour la situation de corruption qui règne à Malte.

Julie Majerczak, la cheffe du bureau bruxellois de Reporters sans frontières (RSF) nous a expliqué que les meurtres de journalistes — 16 assassinats dans l'Union depuis 2015 — ne représentent que la partie émergée de l'iceberg. Les journalistes subissent de plus en plus souvent des formes de pression, de violence ou de censure de toutes sortes. Nous avons interrogé **Christian Moos**, membre du CESE, afin qu'il nous explique pourquoi il était aussi important à ses yeux de défendre la liberté des médias en Europe.

L'Union devrait-elle agir, et des sanctions financières devraient-elles être appliquées aux gouvernements qui étouffent les voix critiques et mettent à mal les libertés de la presse? Dans le dernier épisode de notre podcast, nos invités sont unanimes pour dire que «Sans liberté des médias, pas de démocratie»!

Available Languages:

ES	BG	CS	DA	EN	DE	ET	FR	EL	GA	HR	IT	LV	LT	HU	MT
NL	PL	PT	FI	RO	SK	SL	SV								

ÉDITORIAL



Éditorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

Au début du mois d'octobre, la Commission européenne a adopté son programme de travail pour l'année 2022 intitulé «Rendre l'Europe plus forte ensemble», qui met l'accent sur la reconstruction d'une société de l'après-COVID-19 plus juste et plus résiliente, tout en accélérant les transitions verte et numérique. J'ai eu le plaisir de constater que nombre de nos recommandations émises dans notre [résolution du CESE](#) adoptée au cours de la session plénière de juin avaient été prises en compte.

Nos priorités communes consistent à parvenir à la neutralité climatique à l'horizon 2050, concevoir un avenir numérique, renforcer l'économie sociale de marché qui est unique en son genre, bâtir une Union européenne prospère et renforcer l'Europe dans le monde.

Le changement climatique étant l'un des plus grands défis auxquels l'Union soit confrontée, le CESE est plus que jamais engagé dans le pacte vert européen. Le développement durable doit devenir un état d'esprit, ainsi que le socle d'une économie européenne compétitive, sans oublier de mettre l'accent sur la circularité.

Pour parvenir à ce que la numérisation soit effective, nous devons nous assurer que l'éducation et la formation professionnelle répondent aux demandes de l'ère de l'intelligence artificielle. Il est essentiel que tous les citoyens de l'Union bénéficient d'une égalité des chances pour s'adapter aux changements qui interviennent sur le marché du travail et dans la vie quotidienne.

La reprise étant au centre de la transformation de l'Europe après la crise de la COVID-19, l'entrepreneuriat est essentiel à la croissance économique, à l'emploi et à l'insertion sociale. Mais une économie qui fonctionne pour les citoyens ne peut être réalisée sans un dialogue civil et social.

Le dialogue et la société civile sont également cruciaux si l'on veut une démocratie saine qui respecte l'état de droit et les droits fondamentaux. Nous estimons actuellement qu'il est nécessaire de mettre en place des mécanismes plus robustes permettant de suivre davantage les

questions liées à l'espace civique et de mieux défendre l'espace dévolu à la société civile. En matière de démocratie, nous ne pouvons passer sous silence la nécessité de prendre les mesures qui s'imposent aux fins du respect de la primauté du droit de l'Union européenne.

Enfin, dans le contexte de la conférence sur l'avenir de l'Europe et compte tenu de l'adoption récente du programme de travail de la Commission, je ne pourrais souligner assez l'importance d'associer la société civile à l'élaboration des politiques. Le Comité continuera à travailler en étroite collaboration avec les institutions européennes, en direction d'objectifs communs qui visent à rendre nos sociétés plus fortes.

Unis pour l'avenir de l'Europe.

Christa SCHWENG

Présidente du CESE

À VOS AGENDAS

6 décembre 2021, Bruxelles

[La géopolitique du pacte vert](#)

10 décembre 2021, Bruxelles

[Journée européenne du consommateur 2021](#)

31 mars et 1^{er} avril 2022, Bruxelles

[Votre Europe, votre avis! 2022](#)

DROIT AU BUT!



[Droit au but!](#)

Dans notre rubrique «Droit au but», nous interrogeons des membres du CESE sur des avis importants qui ont des retombées sur la vie quotidienne dans l'Union.

Nous donnons aujourd'hui la parole à **Giuseppe Guerini**, rapporteur de l'avis sur l'économie des plateformes numériques, et en particulier les coopératives de plateforme.



Giuseppe Guerini - L'économie des plateformes numériques constitue un phénomène en pleine expansion, qui transcende les frontières de l'Union européenne

Les plateformes numériques construisent un «espace virtuel» dans lequel se déroulent des interactions et des échanges qui vont bien au-delà d'une simple mise en rapport de la demande et de l'offre, et elles peuvent exercer sur les travailleurs, les fournisseurs et les utilisateurs un pouvoir de contrôle et d'influence toujours plus sophistiqué. Elles constituent également une occasion extraordinaire d'innovation de rupture, offrant de nouveaux services aux clients et de nouvelles possibilités d'emploi.

Pareille évolution a été rendue possible par le recours à des systèmes de profilage et une exploitation des données à grande échelle, qui mettent en œuvre des systèmes d'intelligence artificielle et des algorithmes définis par les gestionnaires des plateformes.

La croissance de ce phénomène s'est traduite également par la multiplication des formes que prennent les relations de travail régies par l'intermédiaire des plateformes numériques: travail indépendant, collaboration discontinue, contrats de travail salarié individualisés. Dans ce contexte, les coopératives formées entre travailleurs peuvent représenter un outil intéressant pour rendre les relations de travail plus stables, permettant aux travailleurs, lesquels sont également propriétaires de la plateforme et des algorithmes qui lui permettent de fonctionner, d'intervenir directement.

Qu'est-ce qu'une coopérative de plateforme?

Il s'agit dans la pratique d'une entreprise constituée sous la forme d'une coopérative, dotée d'une gouvernance démocratique, qui ménage un espace à une coassociation à leur démarche pour les parties prenantes concernées, organise la production et l'échange de biens et de services par le truchement d'une infrastructure informatique et de protocoles qui réalisent une interface entre différents dispositifs, fixes ou mobiles.

Les coopératives de plateformes, comme toute entreprise coopérative, sont détenues et dirigées par les personnes qui en sont les plus tributaires, en l'occurrence leurs travailleurs, leurs usagers et leurs autres parties prenantes. Ce schéma se déploie bien évidemment dans le respect des dispositions relatives au statut contractuel des travailleurs associés, qu'ils effectuent leurs prestations en tant que salariés ou aient adopté un régime d'indépendants.

Il importe dès lors que, dans la mise en œuvre de la stratégie européenne pour la transition numérique, soient prévues des initiatives visant à soutenir la création de coopératives pour la gestion des plateformes numériques, le but étant notamment de favoriser la propriété collective des services du numérique, des données et des infrastructures technologiques et d'ouvrir ainsi la voie à une diversification plus poussée du paysage économique et à une diffusion de la démocratie dans le champ de l'économie, y compris dans le contexte de l'organisation numérique du travail et des entreprises. Étant donné que, comme le montre l'avis, des limites existent quant à la sécurité juridique des travailleurs et des consommateurs qui interagissent sur les plateformes, il importe de reconnaître, d'une part, la fonction du «dialogue social» et, d'autre part, le rôle que peuvent et doivent jouer, dans ce contexte, les organisations de l'économie sociale.

Cet avis permet au CESE de s'inscrire en temps utile et de manière cohérente dans la démarche de la Commission européenne en matière de propositions réglementaires concernant les travailleurs des plateformes numériques, mais aussi, au niveau international, dans le débat plus large sur le phénomène des

plateformes coopératives, démontrant ainsi qu'il est véritablement un organe à l'écoute, capable de représenter la société civile et les partenaires sociaux européens.

UNE QUESTION À ...



«Une question à ...»

Dans notre rubrique «Une question à...», nous demandons à Sophie Wiegand de répondre à une question d'actualité ayant attiré tout particulièrement l'attention du public, la COP26 organisée à Glasgow.

«Le sommet de la COP26 organisé à Glasgow a-t-il été à la hauteur des attentes de la jeune génération qui demande activement des solutions efficaces pour lutter contre le réchauffement de la planète?»

Sophia Wiegand était la déléguée du CESE pour la jeunesse à la COP26, et elle coordonne le groupe de travail sur l'urgence climatique du [European Students Forum](#) (Forum des étudiants européens, AEGEE), dont le but est d'éduquer les jeunes à la crise climatique et de leur donner les moyens de pratiquer une citoyenneté active pour contribuer à la transition verte. Elle étudie les relations internationales à la TU Dresden (Université technique de Dresde) et sa thèse porte sur la consolidation de la paix environnementale.



Sophia Wiegand: la COP 26 a déçu les jeunes sans pour autant leur faire perdre espoir

CESE info: le sommet de la COP 26 à Glasgow a-t-il répondu aux attentes des jeunes générations qui réclament ardemment des solutions efficaces pour lutter contre le réchauffement de la planète?

Sophia Wiegand: sans conteste, la réponse est non. Les jeunes activistes pour le climat se sont habitués ces dernières années à être déçus par les COP, mais cela ne nous empêche pas de garder espoir. Au vu de l'immense attention portée à la COP 26 et de la pression

considérable exercée par la société civile dans le monde entier, nombre d'entre nous estimaient avec optimisme que ce sommet aurait pu faire avancer substantiellement l'action pour le climat vers la cible de 1,5 °C.

Après la COP 26, le monde poursuit toutefois sa trajectoire vers un réchauffement de la planète de 2,4 °C, en dépit de l'insistance du pacte pour le climat de Glasgow sur l'objectif de 1,5 °C. Il manque encore des milliards pour financer l'adaptation, l'atténuation et les pertes et les préjudices pour les communautés les plus vulnérables, tandis que les subventions néfastes dont bénéficient les combustibles fossiles continuent d'alimenter l'exploitation des peuples et de la planète. Et si le pacte de Glasgow évoque pour la première fois la nécessité de renoncer au charbon, il ne prévoit seulement que d'en «réduire» la production plutôt que de la «supprimer» et il crée de sérieux échappatoires pour continuer à utiliser des combustibles fossiles. Ces résultats décevants démentent les vibrants discours prononcés lors du sommet et mettent l'ensemble du processus des COP face à un sérieux problème de crédibilité.

De nombreux jeunes ressentent de la colère car ne pas agir, c'est les mettre délibérément en danger. Des études montrent que la plupart des jeunes d'aujourd'hui subiront au moins une catastrophe du fait de la crise climatique, qu'il s'agisse de vagues de chaleur, de cyclones, de la pollution de l'air, d'inondations ou encore de pénuries d'eau, lesquels accroissent les risques de blessures et de dommages pour la santé, de déplacements forcés, de malnutrition et de chômage. Il est indispensable d'agir de manière bien plus ambitieuse et inclusive pour prévenir les calamités imminentes que subira la jeune génération d'aujourd'hui. Certains des résultats de la COP 26 constituent à coup sûr des pas dans la bonne direction, tels que la coopération qui s'est mise récemment en place entre les plus grands producteurs d'émissions que sont la Chine et les États-Unis et la décision de réexaminer au cours de l'année qui vient les objectifs nationaux inadaptés en matière de climat. Mais ils sont bien loin de suffire à résoudre la crise climatique et à protéger l'avenir de notre planète et de ses habitants.

Sophia Wiegand

DEVINEZ QUI EST NOTRE INVITÉ



L'invité surprise

Chaque mois, dans notre rubrique «L'invité surprise», nous vous présentons une personnalité publique dont le travail et l'engagement sont perçus par d'autres comme une source d'inspiration. Son courage, sa détermination tenace et sa fidélité envers ses idéaux suscitent notre admiration.

Chacune de ces personnalités contribue à façonner la réalité du monde qui nous entoure. Pour l'édition de décembre du CESE info, nous avons invité **Matthew Caruana Galizia**, journaliste d'investigation et directeur de la Fondation Daphne Caruana Galizia, où il travaille sur l'affaire liée au meurtre de sa mère, Daphne Caruana Galizia, assassinée en 2017 en raison des enquêtes qu'elle menait sur la corruption à

Malte. Matthew et sa famille œuvrent depuis sans relâche pour combattre l'impunité et mettre au jour la vérité sur la mort de Daphne.



Mathew Caruana Galizia: «Tous mes efforts consistent à m'assurer que ma mère ne soit pas morte pour rien!»

Entretien exclusif avec Matthew Caruana Galizia, journaliste d'investigation et directeur de la fondation maltaise Daphne Caruana Galizia.

«Je travaille à la fondation maltaise Daphne Caruana Galizia, qui a été ainsi dénommée en l'honneur de ma mère, Daphne. Pendant trente années, elle a exercé le journalisme et mené ses recherches à Malte sur des dossiers de corruption de haut niveau et des problématiques sociales, et c'est lors d'une de ses enquêtes les plus importantes qu'elle a été assassinée, le 16 octobre 2017. J'ai été témoin de son assassinat, et depuis

lors, ma famille et moi luttons pour qu'il lui soit rendu justice.»

CESE info: La situation des journalistes s'est-elle améliorée depuis le meurtre de votre mère?

Matthew Caruana Galizia: D'une manière générale, les journalistes bénéficient à présent, de la part de la Commission, d'une reconnaissance inédite quant à l'importance que revêt leur travail d'enquête et à la gravité des problèmes qu'ils doivent affronter. Nous sommes engagés dans la bonne direction, mais je ne pense pas que la situation se soit suffisamment améliorée en ce qui concerne les membres de la profession qui sont actifs dans le domaine de l'investigation.

Il est certain qu'ils réussissent à mieux enquêter sur la criminalité organisée, la corruption et le blanchiment de capitaux. Ils gagnent en efficacité à chaque nouvelle enquête qu'ils mènent en coopération,

la dernière en date étant celle des «Pandora Papers», dans laquelle ils ont effectué sur ces documents des recherches où ils se sont montrés incroyablement opérationnels et bien organisés. Les personnes qui ont œuvré sur le sujet ont réalisé un travail époustouflant, avec très peu de ressources, mais globalement, notre action n'est pas devenue plus aisée, pour la bonne raison que nos pouvoirs publics, à travers le monde, ont du mal à tenir le rythme dans la lutte anticorruption.

Nous avons été fort lents à élaborer de nouveaux outils mondiaux pour combattre la corruption et la criminalité organisée, et, effectivement, il en résulte que les journalistes qui exposent des preuves et publient des rapports concernant ces phénomènes s'exposent encore et toujours à de graves dangers.

Comment la société civile peut-elle aider les journalistes d'investigation?

Les organisations de la société civile qui sont de très grande envergure et disposent d'une bonne assise financière sont à même de soutenir de leurs deniers ces travaux d'enquête et d'apporter leur appui aux

journalistes indépendants qui mènent des investigations sur certains dossiers de taille.

Les mouvements de défense des droits de l'homme dénoncent les violations commises à l'encontre de la liberté d'expression, ainsi que le recours qui est fait au harcèlement judiciaire pour bâillonner les journalistes.

Ma famille, par exemple, a reçu un énorme soutien de la part des organisations de la société civile et s'il nous avait fait défaut, nous n'aurions pas pu enregistrer les progrès accomplis jusqu'à présent dans le combat que nous menons pour que justice soit rendue à notre mère, mais pour leur financement, ces groupements de la société civile sont eux-mêmes bien évidemment tributaires, par exemple, des institutions et instances européennes, des citoyens ordinaires ou encore de leurs adhérents.

Les ONG sont diffamées et dénigrées, et elles-mêmes sont prises pour cibles. Nous nous devons donc de les protéger à leur tour

Comment l'Europe peut-elle étendre son action pour montrer son attachement à la liberté de la presse?

Je crois fermement qu'après le passage de relais qui s'est effectué à la tête de la Commission européenne, les journalistes, les personnes qui œuvrent dans le domaine des droits de l'homme ou les défenseurs de la liberté d'expression peuvent désormais la compter parmi leurs alliés, tout comme l'est aussi le Parlement européen, qui vient de créer, en la baptisant du nom de ma mère, le prix Daphne Caruana Galizia.

Ces évolutions démontrent clairement que l'une des institutions majeures de l'Union européenne apporte au journalisme d'investigation un soutien effectif, agissant et tangible.

La démarche de ces mêmes institutions est, à mon sens, freinée par les États membres de l'Union qui, par exemple, se montrent défaillants pour transposer la directive sur les lanceurs d'alerte ou celles qui visent à lutter contre le blanchiment de capitaux.

On constate, pour ne prendre que cet exemple, que certains pays de l'Union ne possèdent pas de registres publics des propriétaires de sociétés: c'est notamment le cas de Chypre. En conséquence, les journalistes n'en éprouvent que plus de difficultés pour effectuer leur travail.

Je tiens absolument à avoir la certitude que ma mère ne soit pas morte pour rien. Telle est la préoccupation qui me motive au premier chef: je veux que des leçons soient tirées de son assassinat, qu'il ne se reproduise jamais rien de semblable. Pourtant, des faits similaires ont été commis à nouveau, et nous montrent ainsi jusqu'à quel point nous devons aller dans notre action. Ján Kuciak a été assassiné, puis un journaliste en Grèce, et un autre encore aux Pays-Bas. Nous avons donc encore un très long chemin à parcourir, mais nous sommes sur la bonne voie. Il nous faut, tout simplement, continuer à aller de l'avant.



[Herman van Rompuy : Le vieux poète parle doucement](#)

Nous sommes heureux de poursuivre la publication de la série de haïkus, sous le titre commun "Le vieux poète parle doucement", que nous a offerts leur auteur, Herman van Rompuy, ancien président du Conseil européen.

Arbres abattus
plus de tiges de printemps
En attendant le transport

Feuilles mortes
Plus nombreuses chaque jours dans les rues
l'automne tombe vite

La lumière est revenue
Après la grisaille de la pluie
Un ciel d'espoir



[Herman van Rompuy: The old poet speaks gently](#)

We are delighted to host a new selection of haikus by Herman Van Rompuy, former President of the European Council, as part of our series "The old poet speaks gently".

These haikus were originally written in French.

Herman van Rompuy: The old poet speaks gently

Felled trees
no more spring stems
Waiting for transport

Dead leaves
More in the streets every day
autumn is falling fast

The light has returned
After the grey of the rain
A sky of hope

NOUVELLES DU CESE



À l'avenir, la politique commerciale de l'UE devra être ouverte, équitable, inclusive et durable

Lors d'un débat en assemblée plénière sur l'avenir de la politique commerciale de l'Union dans un contexte mondial en pleine évolution, le Comité économique et social européen (CESE) a souligné que seul un commerce ouvert, équitable, inclusif et durable permettra de générer une reprise résiliente et d'apporter

la prospérité aux entreprises comme aux citoyens. Il a également reconnu le rôle essentiel joué par l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en ce sens.

La situation des échanges commerciaux à l'échelle mondiale montre que la reprise demeure hétérogène.

Christa Schweng, présidente du CESE, a indiqué: *«Le commerce international devrait être libre, équitable, durable et prévisible. Ceci est d'une importance cruciale pour nos entreprises et nos concitoyens. Seul un commerce durable permettra d'accéder à une reprise résiliente et durable après la pandémie de COVID-19.»*

Au cours de sa session plénière d'octobre, le CESE a accueilli son Excellence **Jean-Marie Paugam**, directeur général adjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a estimé que le système de commerce international avait fait la preuve de sa résilience face à la pandémie. *«Dans les premiers temps, nous avons assisté à une prolifération des mesures de restriction au commerce, mais les États ont choisi assez rapidement d'emprunter la voie de la coopération et de la facilitation.»*

Par son avis d'initiative intitulé [«Une approche "nouvelle génération" pour le commerce et le développement durable – Réexamen du plan d'action en 15 points»](#), lié à ce débat, le CESE entend s'assurer que, cette fois-ci, son appel en faveur d'un «programme commercial fondé sur des valeurs» soit clairement présenté comme une partie intégrante de la stratégie commerciale de l'Union.

Tanja Buzek, rapporteure de cet avis, a relevé en particulier que les chapitres relatifs au travail et à l'environnement ne garantissaient pas le plein respect de leurs engagements juridiquement contraignants. *«Nous proposons un réexamen ambitieux, comportant une approche rénovée de l'application de la législation passible de sanctions, assorti d'un suivi renforcé par la société civile, de l'utilisation d'instruments innovants et d'un renforcement de l'effet de levier pour les chapitres sur le commerce et le développement durable.»*

« Non aes sed fides » — pas d'argent, mais de la confiance.

M. Paugam fixe comme priorité de restaurer la confiance dans le système, qui a été ébranlée par de nombreux acteurs et de nombreux États pendant une longue période. «*Ce que nous devons restaurer en premier lieu, c'est un degré minimal de confiance, sans lequel aucune négociation ne saurait avoir lieu*», ajoutant ensuite de manière catégorique que l'atout le plus précieux de l'OMC résidait dans l'expression latine *non æs sed fides*, qui signifie: «pas d'argent, mais de la confiance».

Concernant l'article récent publié dans la revue [Borderlex](#) par **David Henig** au sujet de ses trois scénarii possibles pour l'OMC, «résurrection, désintégration ou régression», **M. Paugam** a choisi la «reconstruction». L'Union et la société civile européenne devraient donc y prendre une part active car, selon les termes de **M^{me} Buzek**, «*la durabilité ne saurait advenir sans la société civile*».

En conclusion de cet événement, **M^{me} Schweng** a déclaré que «*la participation active et l'adhésion de la société civile organisée, dans toutes ses composantes, constituent un élément essentiel d'un système commercial durable au service des citoyens*». (at)



[Il faut s'attaquer aux violations des libertés et des droits au sein de l'espace Schengen](#)

Le Comité économique et social européen (CESE) se félicite de la nouvelle stratégie de l'UE pour l'avenir de l'espace Schengen présentée par la Commission européenne. Il rappelle toutefois que l'UE et ses États membres sont tenus de faire respecter la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne dans le

cadre de la gestion des frontières européennes et nationales, de la coopération policière et judiciaire et des politiques en matière de migration et d'asile.

L'appel à prendre des mesures lancé dans son avis sur la nouvelle stratégie, adopté lors de sa session plénière d'octobre, fait suite à des rapports inquiétants sur des violations des droits fondamentaux aux frontières extérieures de l'UE, que le CESE juge extrêmement préoccupants.

«Nous demandons à la Commission européenne et à l'Agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes de surveiller et de résoudre ces problèmes inquiétants et de donner suite sans délai aux signalements de violations des droits fondamentaux», a déclaré **Ionuț Sibian**, rapporteur de l'avis.

Le CESE fait observer que ces dernières années, l'application cohérente de l'espace Schengen a représenté un sérieux défi. La crise des réfugiés de 2015 a révélé des lacunes dans l'approche de l'UE en matière de gestion des frontières extérieures et des migrations, tandis que la pandémie de COVID-19 a entraîné le rétablissement temporaire des frontières intérieures. Les perturbations de l'espace Schengen ont porté préjudice aux entreprises, aux travailleurs, aux populations frontalières et à la coopération transfrontalière.

Le CESE souligne que la Commission devrait suivre et évaluer régulièrement et attentivement la nécessité et l'ampleur de ces rétablissements de frontières, en prenant des mesures en cas de besoin.

Dans son avis, le Comité demande aussi instamment au Conseil de prendre sans tarder des mesures pour que le traité de Schengen s'applique enfin dans son intégralité à la Bulgarie, la Croatie, Chypre et la Roumanie.

«À Chypre, en Roumanie, en Bulgarie et en Croatie, les citoyens ne jouissent toujours pas pleinement de leurs droits en tant que citoyens de l'UE puisqu'ils sont exclus de l'espace Schengen. Le CESE est favorable à leur inclusion. Ces pays sont désireux d'y participer, et la Bulgarie, la Croatie et la Roumanie contrôlent déjà leurs frontières extérieures conformément au code frontières Schengen», a rappelé **M. Sibian**.

Le CESE soutient résolument la mise à jour du code frontières Schengen afin d'y intégrer les enseignements tirés de la pandémie. Il demande en outre que le forum consultatif sur les droits fondamentaux soit renforcé et que la société civile organisée puisse y participer par son intermédiaire. (II)



Politique industrielle: l'UE ne doit plus se contenter de résoudre les défaillances du marché

Comment garantir au mieux l'autonomie stratégique de l'industrie européenne? Telle était la question débattue à l'occasion d'une discussion sur la politique industrielle lors de la session plénière d'octobre du CESE.

Lors de sa session plénière du 21 octobre, le CESE a organisé un débat avec la participation de **Padmeshree Gehl Sampath**, chercheuse au centre Berkman Klein de l'université d'Harvard, pour examiner comment la stratégie industrielle peut soutenir la double transition vers une économie verte et numérique, contribuer à la relance de l'Europe et renforcer son autonomie stratégique et sa résilience.

Experte de premier plan en matière de technologie, de développement et d'économie politique mondiale, **Padmeshree Gehl Sampath** a plaidé en faveur d'un nouveau type d'intervention publique qui ne vise pas seulement à résoudre les défaillances du marché, mais oriente les changements technologiques dans des directions utiles sur le plan social.

«Il est temps d'opérer un remaniement audacieux et innovant de la politique industrielle», a-t-elle déclaré. « Nous ne devrions pas reproduire les solutions du passé qui ont échoué.»

Pour concevoir cette nouvelle politique industrielle, la première étape est de reconnaître que le déclin observé dans les économies avancées en matière d'esprit d'entreprise, d'innovation et de compétitivité est constamment renforcé par les nouveaux paradigmes et tendances technologiques qui font surface dans une multitude de secteurs et de processus. L'incertitude présente dans le monde post-COVID-19 ne résulte pas seulement de la pandémie. Elle vient s'ajouter aux multiples effets des réseaux fondés sur les données, à la répartition inégale des bénéfices de la numérisation au cours des 15 dernières années, à la pression exercée sur les pays par le changement climatique et la transition énergétique, et au ralentissement (voire à l'interruption totale, dans certains cas) du commerce mondial et de chaînes d'approvisionnement

soigneusement mises en place depuis le début de la mondialisation, dans les années 1980.

La deuxième étape à franchir est de bâtir la nouvelle stratégie sur la base de trois propositions audacieuses:

1) reconnaître qu'il existe des interconnexions importantes entre les trois grandes tendances de l'avenir (les soins de santé/la préparation aux pandémies, la transition énergétique/l'action pour le climat et l'économie des données) et en tirer parti; la nouvelle politique industrielle ne doit pas accorder la priorité à ces trois tendances en même temps en suivant différentes voies, mais les prendre toutes en compte dans un modèle circulaire du changement;

2) favoriser le dynamisme dans le secteur des technologies en mettant l'accent sur le maintien des produits sur le marché et les bonnes performances du marché, deux questions beaucoup plus cruciales que celle de l'accès au marché dans tous ces secteurs clés, surtout le secteur pharmaceutique et des vaccins, dans lequel on observe actuellement de fortes tendances oligopolistiques;

3) adopter une véritable approche sectorielle de la politique industrielle, en se détachant des buts communs tels que la politique de concurrence, dans la mesure où tous ces secteurs, bien qu'ils reposent sur les technologies de pointe, sur un niveau élevé de recherche et de développement et sur l'innovation et les récompenses, présentent des caractéristiques complètement différentes.

À titre d'exemple, **M^{me} Gehl Sampath** a posé la question de savoir si nous souhaitons réellement promouvoir un marché européen des soins de santé fondé sur des atouts existants, et si l'Union européenne pouvait soutenir un programme à visée publique pour mettre en place un écosystème du secteur de la santé semblable à celui créé par l'opération «Warp Speed» aux États-Unis au lendemain de la crise de la COVID-19? L'Europe pourrait-elle faciliter le renforcement de ses entreprises de biotechnologie existantes par l'intermédiaire de programmes d'investissements publics semblables à ceux qui favorisent le développement de produits?

Dernièrement, la stratégie industrielle a fait partie des grandes priorités des travaux du CESE. Ce dernier proposera bientôt une série de webinaires visant à examiner les points de tension observés dans l'industrie d'aujourd'hui. Intitulée [«La voie vers notre industrie future»](#), cette série s'achèvera par une grande conférence en mars 2022, au cours de laquelle le CESE débattrra de ses conclusions avec la présidence française de l'UE et la Commission européenne. (dm)



[Renverser les tendances négatives en matière d'état de droit dans l'UE grâce à la société civile](#)

La conférence sur les droits fondamentaux et l'état de droit organisée par le Comité économique et social européen a mis en lumière de graves violations et des tendances négatives dans les quatre domaines couverts par le mécanisme européen de

protection de l'état de droit (justice, lutte contre la corruption, pluralisme des médias, contre-pouvoirs). Le CESE a souligné que la société civile est un acteur dynamique dans la défense de ce principe fondamental de l'UE.

Le président du groupe DFED du CESE, **Cristian Pîrvulescu**, a souligné en ces termes le rôle de la société civile: *«Ce n'est pas par principe que nous nous tournons vers les représentants de la société civile, nous sommes à l'écoute de la société civile parce que sa contribution est essentielle pour ces questions cruciales».*

Giulia Barbucci, vice-présidente du CESE, a affirmé que *«les réponses juridiques et politiques de l'UE ne peuvent suffire à elles seules. «Nous devons également faire participer davantage les acteurs de la société civile, car ils constituent le pont entre les attentes de la population en général et les institutions.»*

Toutefois, la crise sanitaire actuelle et les mesures prises par les autorités ont amplifié les défis qui existent déjà dans ce domaine. Le rapport de la Commission de juillet 2021 sur l'état de droit a mis en évidence ces tendances négatives, mais aussi quelques évolutions positives dans certains États membres.

Gašper Dovžan, secrétaire d'État aux affaires étrangères de Slovénie, a déclaré *«Le respect de l'état de droit ne devrait jamais faire l'objet d'un dilemme ni être sacrifié à cause d'une crise.»*

Néanmoins, *«il reste beaucoup à faire et un long chemin à parcourir»*, comme l'a déclaré

Matthew Caruana Galizia. Sa mère, Daphne Caruana Galizia, journaliste maltaise, a été assassinée alors qu'elle enquêtait sur la corruption, le blanchiment d'argent et la criminalité organisée. *«Ma mère est malheureusement un bon exemple de la manière dont les manquements à l'état de droit et la corruption généralisée ne sont pas des crimes qui ne font pas de victimes.»*

Tous les participants ont convenu que l'état de droit est vital pour le fonctionnement de l'UE dans son ensemble, y compris pour sa crédibilité, sa résilience et la confiance mutuelle.

Comme l'a résumé **Debbie Kohner**, du réseau européen des institutions nationales des droits de l'homme, les quatre piliers couverts par le mécanisme européen de protection de l'état de droit (système judiciaire, liberté et pluralisme des médias, cadres anticorruption et autres mécanismes d'équilibre des pouvoirs) sont étroitement liés.

Nicole Romain, de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne, a également souligné que tous les acteurs institutionnels devraient redoubler d'efforts pour informer la population en général sur les droits fondamentaux et l'état de droit.

Eszter Nagy, de l'Union des fédéralistes européens, a fait valoir qu'il est grand temps que l'UE fasse pleinement usage de tous ses outils, à commencer par la conditionnalité budgétaire de l'état de droit. (at)



Relance économique de l'Union européenne — Le rôle de la société civile est à préciser

La mise en œuvre des plans nationaux pour la reprise et la résilience (PNR) dans la plupart des États membres de l'Union européenne nécessite de préciser les systèmes de gouvernance. La répartition des compétences entre les niveaux central,

régional et local est encore floue. Le CESE tire la sonnette d'alarme et souligne, dans son avis sur la «Stratégie annuelle 2021 pour une croissance durable», élaboré par Gonçalo Lobo Xavier et adopté au cours de sa session plénière d'octobre, que les mécanismes permettant d'associer les organisations de la société civile et les partenaires sociaux aux phases de mise en œuvre, de suivi et d'ajustement des PNR nécessitent d'être davantage précisés.

Le CESE avait déjà abordé cette question dans sa résolution de février, mais la situation est restée inchangée malgré les efforts déployés par la Commission européenne. Le CESE demande donc instamment que ces aspects essentiels de la relance de l'Union fassent l'objet d'un examen plus approfondi.

«Nous attirons l'attention sur la nécessité de mesurer les progrès accomplis dans la mise en œuvre des plans nationaux pour la reprise et la résilience. Nous avons besoin de solides indicateurs de suivi, étant donné que ceux-ci sont essentiels pour définir le cap du développement et de la reprise futurs de l'Union européenne. Les États membres doivent relever ce défi de manière adéquate: nous avons besoin de courage pour sensibiliser nos concitoyens aux difficultés considérables qui nous attendent», a indiqué

M. Lobo Xavier au cours du débat.

Dans l'avis intitulé «Politique économique de la zone euro (2021)» élaboré par **Kristi Söber**, le CESE souligne également que la pandémie n'est pas terminée et que ses répercussions économiques se feront sentir pendant plusieurs années encore. Un ensemble de nouvelles mesures spécifiques d'urgence en matière économique est donc nécessaire. Les économies de l'Union européenne et de la zone euro connaissent de nouveau une croissance rapide. Dans le même temps, toutefois, l'Union traverse la période la plus difficile de l'histoire de l'intégration économique européenne. En cet moment crucial, seules des dépenses publiques peuvent contribuer à redresser la situation.

Le CESE se réjouit de la réaction rapide de l'Union européenne comme des États membres afin de lutter contre la pandémie, et se félicite que les efforts conjoints soient devenus un élément essentiel de la stratégie de relance. S'exprimant au cours de la session plénière, **M^{me} Söber** a déclaré: «C'est notamment au premier semestre 2020 que les *Initiatives d'investissement en réaction au coronavirus* ont contribué à remédier à une situation économique extrêmement difficile, principalement en stabilisant les marchés, les emplois et les revenus des ménages. Cette première étape a été suivie par l'instrument *NextGenerationEU*, à l'origine d'une contribution budgétaire solide et hautement innovante. Ces deux initiatives ont constitué une réaction rapide et souple à la pandémie.» (mp)



5G — Le CESE invite instamment la Commission à poursuivre l'évaluation des incidences de la 5G sur la santé humaine et l'environnement

La Commission européenne devrait progresser dans le processus d'évaluation de l'impact multisectoriel des nouvelles technologies 5G et 6G. Des outils et des mesures sont nécessaires pour faire face aux risques et aux vulnérabilités. Dans l'avis élaboré par Dumitru Fornea et adopté par l'assemblée lors de la session plénière d'octobre, le CESE adopte une position ferme et note qu'il convient d'examiner les questions sociales, sanitaires et environnementales, en associant à la démarche les citoyens et tous les acteurs concernés, même si la discussion sur le déploiement des réseaux 5G s'est transformée en un débat politique et prêtant à la controverse.

S'exprimant en marge de la session plénière, **M. Fornea** a ajouté que «la numérisation et le développement des communications électroniques, s'effectuant à vive allure, exercent un fort effet sur l'économie et, plus largement, sur toute la société. Si elle utilise ces technologies de manière responsable, l'humanité disposera d'une chance, unique dans l'histoire, de construire une société plus juste. Néanmoins, le risque existe aussi qu'à défaut d'y prêter toute l'attention voulue et d'exercer le contrôle démocratique nécessaire, nos communautés soient confrontées à de graves défis pour la gestion future de ces systèmes technologiques».

La pandémie a montré que les infrastructures de communications électroniques jouent un rôle important dans la société et peuvent améliorer considérablement la qualité de vie des citoyens, en exerçant une incidence directe sur la lutte contre la pauvreté. Toutefois, leurs dangers potentiels doivent faire l'objet d'une évaluation continue. Pour cette raison, le CESE recommande d'allouer des fonds européens et nationaux pour effectuer des recherches multidisciplinaires et des études d'impact qui soient plus fouillées, ciblent les incidences tant humaines qu'environnementales et s'attachent à diffuser les résultats obtenus, afin d'éclairer l'opinion publique et les décideurs. (mp)



Le CESE déclare que l'initiative de la Commission pour une aviation «verte» peut être améliorée

La nouvelle initiative de la Commission européenne visant à accélérer la croissance d'un marché des carburants durables d'aviation (CDA) constitue un pas dans la bonne direction, mais certaines modifications sont essentielles pour garantir qu'il puisse être mis en œuvre de manière effective et sans créer de distorsions. Tel est le message clé de l'avis sur la proposition *RefueIEU Aviation*, élaboré par Thomas Kropp et adopté lors de la session plénière d'octobre.

«Pour peu qu'ils soient produits en quantités suffisantes et soient accessibles à l'ensemble des compagnies aériennes, les carburants durables d'aviation réduiraient en effet sensiblement les émissions de CO₂ du secteur. Il n'est toutefois pas certain que l'approche suivie par la Commission empêcherait les distorsions de concurrence», a déclaré **M. Kropp**.

L'aviation est un secteur de services internationaux et couvre deux marchés distincts ayant une dynamique de marché différente: d'une part, le marché unique européen de l'EEE et, d'autre part, le marché réglementé au niveau international. Le projet de proposition de la Commission devrait refléter clairement cette différence et viser à maintenir des conditions de concurrence équitables au sein de l'EEE tout en promouvant de manière proactive à l'échelle mondiale des normes applicables en matière de durabilité.

En ce qui concerne les émissions de CO₂, **M. Kropp** a également élaboré un avis sur le thème de la «Notification dans le cadre du régime de compensation et de réduction du carbone pour l'aviation internationale (CORSIA)», lui aussi adopté lors de la session plénière d'octobre. Dans ce document, le CESE approuve la proposition de la Commission visant à modifier la directive 2003/87/CE en ce qui concerne la notification des compensations en 2021 et préconise son adoption urgente dans un souci de sécurité juridique. (mp)



Le CESE estime qu'il est essentiel de revoir l'ordre des priorités et de placer la sécurité alimentaire et la durabilité au premier rang du programme de l'Union

Les événements récents liés à la COVID-19, les phénomènes météorologiques extrêmes imputables au dérèglement climatique, les cyberattaques ou encore le Brexit démontrent la nécessité de revoir l'ordre des priorités et d'améliorer la résilience et la durabilité des systèmes alimentaires, en renforçant leur autonomie. Pour de nombreux citoyens européens, la sécurité alimentaire n'a rien d'une évidence.

De l'avis du CESE, il est essentiel de développer une panoplie d'instruments parmi lesquels figureront des mesures de gestion des risques qui aideront les chaînes d'approvisionnement alimentaire à gérer des situations exceptionnelles et qui permettront aux pouvoirs publics, aux agriculteurs et aux entreprises de réagir de façon immédiate.

Dans son avis d'initiative intitulé «Autonomie stratégique, sécurité alimentaire et durabilité», le CESE propose une définition de l'autonomie stratégique ouverte appliquée aux systèmes alimentaires qui est fondée sur la production d'aliments, la main-d'œuvre et les échanges, avec pour objectif global de donner à tous les citoyens de l'Union européenne une garantie de sécurité et de durabilité de leur alimentation grâce à un approvisionnement équitable, durable et résilient en denrées saines.

«Les exploitations et les terres agricoles fertiles, tout comme l'eau, constituent des actifs stratégiques, et elles doivent être protégées dans toute l'Union européenne, car elles forment la colonne vertébrale de notre

autonomie stratégique en matière alimentaire», a souligné **Klaas Johan Osinga**, rapporteur du CESE pour cet avis.(mr)



Pour le CESE, le bien-être des citoyens européens dépend du développement durable et équilibré des zones rurales et urbaines

Le CESE demande aux responsables politiques de mettre en œuvre une stratégie globale et intégrée propice à un développement rural et urbain équilibré, cohérent, équitable et durable. Il s'agira ce faisant de valoriser le rôle des collectivités

locales, de stimuler les industries traditionnelles et de créer des activités économiques et des possibilités d'emploi nouvelles dans les zones rurales, tout en favorisant les synergies avec les zones urbaines.

L'avis du CESE sur le thème «*Vers une stratégie globale en matière de développement rural et urbain durable*» contient plusieurs recommandations formulées sur la base d'une «participation à la démarche de divers acteurs intéressés» et d'une «approche ascendante», qui sont des ingrédients essentiels pour garantir la durabilité et une appropriation locale des politiques rurales.

Une coordination transversale et des actions sur mesure sont essentielles

«Il est crucial d'avancer vers une approche intégrée de l'action et du financement dans les différentes politiques qui ont une incidence sur les zones rurales. Il faut faire en sorte que les zones rurales soient non seulement durables, mais aussi des lieux de vie attrayants. La qualité de vie dans le monde rural se mesurera à l'aune de l'augmentation du nombre de jeunes et de nouvelles initiatives pourvoyeuses d'emplois de qualité et bien rémunérés», a souligné le rapporteur **Josep Puxeu Rocamora**. (mr)



Règles budgétaires de l'Union européenne — Le CESE plaide pour des réformes

Le cadre budgétaire de l'UE doit être revu. Il faut procéder à cette révision non seulement pour stabiliser l'économie à moyen terme, mais également pour financer la transformation socio-écologique de notre économie et garantir le plein emploi, des

emplois de qualité ainsi que des transitions justes. L'avis élaboré par Dominika Biegona et adopté par l'assemblée lors de la session plénière d'octobre affirme clairement que la

Commission européenne doit résolument poursuivre la révision du cadre de gouvernance économique de l'UE.

M^{me} Biegon a déclaré lors du débat: «Le CESE préconise des solutions pragmatiques pour l'avenir du cadre budgétaire de l'Union: notre avis montre comment surmonter les fractures idéologiques dans le débat sur les dettes souveraines. Les règles budgétaires européennes peuvent être sensiblement améliorées sans modifier les traités de l'Union. Nous pouvons mettre un terme au manque chronique d'investissements publics et donner aux États membres une plus grande marge de manœuvre pour faire face de manière adéquate aux ralentissements économiques qui se produiront à l'avenir sans compromettre la viabilité budgétaire. Les institutions de l'UE devraient sans tarder proposer des réformes pour ouvrir la voie à une reprise durable et à une transition juste.»

Les organisations de la société civile doivent également être davantage associées au Semestre européen, tant au niveau national qu'au niveau de l'UE. Le principe de partenariat, qui est de tradition bien établie dans le cadre de la gouvernance des Fonds structurels et d'investissement européens, devrait servir de modèle à une participation effective de la société civile. (mp)



Une publicité durable peut avoir un effet d'entraînement sur la transition écologique de l'Europe

Dans un [avis](#) d'initiative adopté lors de sa session plénière d'octobre, le CESE présente des mesures devant permettre au secteur de la publicité de s'adapter aux défis du changement climatique et de la reprise après la pandémie, tout en continuant à jouer un rôle important dans l'économie et la culture européennes.

Le Comité économique et social européen recommande l'instauration d'un cadre propice au développement d'un secteur de la publicité moderne qui joue un rôle fondamental dans la croissance économique, la création d'emplois et le soutien à la culture européenne, tout en évoluant pour s'imposer comme un instrument contribuant à faire émerger une consommation responsable.

Selon diverses études, un euro investi dans la publicité en rapporterait entre 5 et 7 à l'économie européenne. De nouveaux produits et services sont diffusés, la concurrence s'élargit et l'accès du public aux médias, aux arts ou au sport est ainsi financé. Mais, dans le même temps, ce secteur est souvent critiqué pour sa promotion de la surconsommation et pour ses effets négatifs sur la société et l'environnement.

«Nous essayons d'étudier comment ce secteur devrait évoluer pour qu'il reste efficace, tout en veillant à ce que son développement soit compatible avec le développement durable», explique **Thierry Libaert**, rapporteur de l'avis.

Tout d'abord, le CESE invite les entreprises et les agences de publicité à débattre de la manière de réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 55 % d'ici à 2030, et de devenir neutres en carbone d'ici à 2050.

La durabilité devrait être intégrée à toutes les campagnes promotionnelles. Plus concrètement, les opérateurs publicitaires pourraient être encouragés à réduire la consommation d'énergie des panneaux publicitaires numériques ou à rendre ces derniers plus recyclables. Pour limiter les effets environnementaux de la publicité imprimée, les entreprises pourraient passer au papier issu de forêts gérées durablement (label PEFC, PFC) et à l'utilisation d'encre faiblement toxiques conformes aux normes européennes REACH et GreenGuard.

Les pratiques publicitaires peuvent aussi pousser insensiblement les consommateurs à réduire leur empreinte environnementale collective. Par exemple, les publicités pourraient encourager le covoiturage en mettant moins souvent en scène des conducteurs seuls au volant de leur voiture. Les bonnes pratiques devraient être renforcées en insistant davantage sur les questions environnementales dans les cursus universitaires des métiers de la communication.

Un autre débat qui aurait dû depuis longtemps être engagé concerne les représentations irréalistes, telles que celles qui sont données des produits à usage unique nocifs présentés comme «durables». Dans les faits, une étude réalisée en 2020 par les organismes nationaux de protection des consommateurs et la Commission a conclu que 42 % des allégations de produits «verts» présentés sur les sites internet des entreprises étaient fausses ou exagérées.

Le CESE estime qu'un consensus plus large dans le monde de la publicité pour fournir des informations factuelles et fiables permettrait à davantage de consommateurs de reconnaître les produits ayant un effet véritablement réduit sur l'environnement. À cet égard, la Commission a un rôle à jouer pour mettre sur pied une régulation à l'échelle européenne qui soutienne le secteur de la publicité dans sa lutte contre la désinformation.

Cette approche devrait également prévoir des incitations pour que les annonceurs se sentent eux-mêmes responsables du respect de ces normes. Ce soutien réduirait le risque de migration des annonceurs vers des entreprises technologiques étrangères qui contrôlent une large part des systèmes de publicité numérique et viendrait renforcer un secteur qui reste central pour la transition de l'Europe vers une consommation plus durable. (dm)



Une stratégie industrielle durable pour l'UE ne portera ses fruits que si elle est inclusive et tient compte des incidences sociales

Dans son récent avis sur le projet de nouvelle stratégie industrielle européenne, le CESE souligne que toute stratégie industrielle post-pandémie visant à assurer une reprise forte doit associer la société civile. Elle doit être axée sur la durabilité et le bien-être, mesurer les incidences sociales et promouvoir un

système de soins de santé efficace et accessible.

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière les faiblesses du paysage économique européen, notamment les inégalités régionales, les déficits de compétences et les risques pour le marché unique et la fourniture de biens stratégiques. À la lumière de ces enseignements, la Commission européenne a actualisé son projet détaillé de nouvelle stratégie industrielle européenne, pour un paysage industriel plus écologique, plus numérique et plus compétitif.

Le CESE a élaboré un [avis](#) sur cette mise à jour et un [supplément d'avis](#) mettant en lumière les conditions d'un écosystème de soins de santé inclusif et innovant à même de soutenir l'industrie dans l'UE.

Dans son avis, le CESE invite tous les groupes participant à l'économie européenne – des syndicats à l'industrie et aux PME en passant par les autres organisations de la société civile et les pouvoirs publics – à participer à la conception de son avenir. La stratégie actuelle est axée sur les entreprises, mais il est impératif de prendre en compte les points de vue des partenaires sociaux lors de la définition des objectifs, cibles et indicateurs nécessaires pour réussir le changement, fait-il valoir. Il ajoute que la compétitivité ne saurait être le seul indicateur d'une stratégie viable à long terme. Il convient de prévoir un ensemble plus large d'indicateurs clés de performance (ICP) par rapport à la stratégie proposée. La compétitivité et les investissements ne sont pas suffisants, estime le Comité. Si l'on veut que les industries européennes soient véritablement durables, les ICP doivent également promouvoir le bien-être social et la croissance soutenable.

Parmi les éléments qu'il importe de mesurer figurent les incidences des conditions de travail et de production sur la société et l'environnement, ainsi que la qualité des emplois.

Un autre groupe d'indicateurs devrait porter sur le passage à une économie circulaire «sans déchets». Enfin, les facteurs intersectoriels, tels que les investissements dans la R&D, devraient également faire l'objet d'un suivi afin de veiller à la longévité des entreprises et des emplois.

Les projets importants d'intérêt européen commun (PIIEC) sont des projets qui soutiennent, à l'échelle de l'UE, le développement d'innovations cruciales pour les transitions écologique et numérique. Le CESE estime avant toute chose que le savoir-faire des organisations de travailleurs est indispensable à une bonne mise en œuvre de ces projets. Deuxièmement, les PIIEC doivent être évalués au regard de la valeur et des emplois qu'ils créent, ainsi que des compétences dont les travailleurs et les entreprises ont besoin pour les industries modernisées.

Les normes constituent un autre instrument important pour rétablir le leadership européen en matière de production industrielle. Le Comité insiste sur le fait que les normes élaborées par les entreprises européennes ne devraient pas être simplement diffusées par les entreprises elles-mêmes: la Commission devrait les soutenir et contribuer elle aussi à leur diffusion.

Le supplément d'avis examine comment la stratégie pourrait améliorer l'accès à des soins de santé plus équitables et mieux coordonnés en Europe.

Le CESE recommande de mettre l'accent sur la gouvernance, la diversification de l'offre et les soins de santé numériques, trois éléments étroitement liés. Une meilleure gestion des entreprises permettrait un fonctionnement plus harmonieux du marché unique, ce qui favoriserait la création de nouvelles entreprises. Le nombre accru de producteurs renforcerait à son tour la fiabilité de l'accès aux biens et services de santé, tout comme les incitations à ramener la fabrication de matériaux et de produits essentiels en Europe.

Des mesures visant à mettre en place des systèmes de soins de santé numériques interopérables entre les organisations et au-delà des frontières permettraient de consolider encore le marché unique pour l'industrie et d'améliorer les soins. Pour les mêmes raisons, le CESE demande que des mesures soient prises afin d'encourager les synergies entre les secteurs public et privé, les grandes entreprises et les PME, ainsi que les investissements dans la R&D et la formation de tous les travailleurs du secteur des soins de santé. (dm)



[Le CESE appelle de ses vœux de nouvelles politiques de l'UE pour soutenir l'industrie du verre](#)

Pour contribuer au dialogue sur la transition vers une société neutre pour le climat, le Comité économique et social européen (CESE) a demandé que davantage de mesures soient prises pour protéger l'industrie du verre européenne.

Le CESE demande aux décideurs politiques de l'UE de placer le secteur du verre au cœur des priorités stratégiques du moment que sont notamment le paquet «Ajustement à l'objectif 55», le train de mesures «Économie circulaire», la stratégie numérique, le programme pour les chaînes de valeur stratégiques et la politique commerciale internationale de l'UE et les instruments qui y sont associés.

Le **Comité économique et social européen (CESE)** s'est félicité des politiques européennes qui soutiennent l'industrie du verre européenne en vue de permettre la transition vers une société neutre pour le climat. Il estime que la vague de rénovations pour l'Europe constitue une source considérable de débouchés commerciaux pour le verre, suscitant des investissements, tout en contribuant grandement à la réduction des émissions de CO₂ des bâtiments. Cependant, le CESE a vivement recommandé qu'une transition énergétique ait également lieu dans le secteur du verre qui bénéficierait d'un soutien financier pour les dépenses en capital et les dépenses opérationnelles et ne serait pas exposé à une concurrence

déloyale en provenance de l'extérieur du marché européen.

Dans l'[avis](#) d'initiative qu'il a consacré à cette thématique, adopté lors de sa session plénière d'octobre, le CESE a préconisé de multiplier des actions parallèles pour rendre l'industrie du verre européenne plus écologique et économe en énergie, tout en renforçant sa compétitivité et en préservant des emplois de qualité.

«Le verre est présent dans tous les secteurs: mobilité, bâtiments, défense ou encore smartphones. Pour exploiter pleinement le potentiel des nouveaux marchés du verre tout en relevant les défis posés par les transitions numérique et écologique, l'UE a besoin d'une stratégie industrielle pour le verre», a déclaré **Aurel Laurențiu Plosceanu**, rapporteur de l'avis.

Le CESE invite la Commission et le Parlement à élaborer de nouvelles politiques de l'UE concernant les objectifs climatiques et les chaînes de valeur stratégiques afin de relancer la production de cellules photovoltaïques en Europe et de préserver celle d'autres produits verriers stratégiques et les chaînes de valeur qui y sont associées.

Le CESE a indiqué que l'industrie du verre de l'UE est à la croisée des chemins. D'une part, le verre doit faire face aux transformations structurelles qui accompagnent les transitions numérique et écologique. La production devra devenir circulaire et neutre en carbone dans trois décennies, alors que l'automatisation et la numérisation des processus se poursuivront de plus belle dans les années à venir.

De l'autre, l'industrie du verre sera à l'avant-garde de ces transitions, et de nouvelles opportunités commerciales s'ouvriront pour de nombreux produits à base de verre au cours des prochaines années.

«L'UE devrait classer le verre parmi les matériaux permanents et reconnaître les avantages qu'il représente en contribuant à des systèmes d'emballage durables et aux principes de l'économie circulaire. Le secteur du verre est doté d'un grand potentiel en matière de création d'emploi et d'attraction de nouveaux travailleurs talentueux», a souligné **Gerald Kreuzer**, corapporteur de l'avis.

Le Comité invite donc instamment l'UE à reconnaître que le verre est vital à la production d'énergie verte.
(ks)



[Apprentissage mixte: attention à ne pas entraver l'égalité d'accès, la poursuite du parcours d'apprentissage jusqu'à son terme et les compétences sociales](#)

Le Comité économique et social européen (CESE) a émis quelques réserves à l'égard de la récente proposition de la Commission relative à l'introduction de l'apprentissage mixte (à savoir une combinaison entre l'apprentissage traditionnel dispensé par les enseignants et le travail en ligne ou toute autre forme de travail autonome) dans l'enseignement primaire et secondaire; le Comité s'interroge quant au caractère opportun de

cette proposition, compte tenu de l'ampleur des effets de la pandémie de COVID-19 sur les systèmes éducatifs en Europe et ailleurs.

Dans son [avis](#) sur l'apprentissage mixte, adopté lors de sa session plénière d'octobre, le CESE a également fait part de ses préoccupations quant à l'adéquation de ce mode d'apprentissage pour les élèves de l'enseignement primaire et des premiers cycles du secondaire. Le Comité estime en effet que l'apprentissage mixte doit d'abord être introduit dans les cycles supérieurs, car les jeunes enfants, particulièrement les écoliers en âge de fréquenter l'enseignement primaire, ne sont généralement pas suffisamment mûrs pour apprendre de façon autonome.

«Nous doutons que la période actuelle soit opportune pour introduire ou encourager l'apprentissage mixte dans les écoles. La pandémie de COVID-19 a eu des répercussions considérables sur les systèmes éducatifs et sur les enfants, en particulier les plus jeunes qui viennent seulement d'entamer leur scolarité. L'apprentissage mixte implique d'apprendre de façon autonome, ce qui requiert des compétences précises», a déclaré **Tatjana Babrauskienė**, la rapporteure de l'avis.

Le Comité reconnaît que l'apprentissage mixte peut améliorer l'accès à l'éducation, à la formation et aux compétences numériques, comme cela a été le cas pendant la crise de la COVID-19.

Toutefois, la pandémie a également montré que certains élèves ne disposent pas des ressources (pratiques ou personnelles) nécessaires à ce type d'apprentissage; dans les cas les plus graves, cette situation pourrait les conduire à interrompre leur scolarité. En outre, il est ressorti de cette période de pandémie que l'apprentissage en contact étroit avec les pairs est essentiel à la socialisation des enfants et à leur santé mentale.

«Nous ne pouvons pas sous-estimer la valeur du rôle social de l'éducation. Il ne s'agit pas seulement d'apprendre les sciences, la physique ou les mathématiques, mais aussi de se rendre à l'école avec ses camarades, de voir ses pairs, de passer du temps ensemble, sans oublier les cours d'éducation physique et l'importance de la santé mentale», a déclaré **Michael McLoughlin**, corapporteur de l'avis.

Le CESE a formulé 21 recommandations visant à garantir que l'apprentissage mixte puisse jouer un rôle positif dans l'éducation. Un point fondamental soulevé par le Comité est que l'apprentissage mixte devrait être mis en œuvre et financé pour améliorer l'éducation et la formation de tous les élèves et étudiants, en accordant une attention particulière à ceux issus de milieux à faibles revenus, aux personnes handicapées et aux populations des zones rurales.

Au cours de la crise de la COVID-19, il est apparu que l'apprentissage mixte exige beaucoup de temps et de créativité de la part d'enseignants déjà surchargés, qui sont pourtant la clé de voûte d'une conception et d'une supervision efficaces de l'apprentissage autonome.

Ils sont déjà trop peu nombreux en Europe, en partie en raison des salaires et de conditions de travail difficiles. Il importe dès lors de surveiller les incidences de l'apprentissage mixte sur les conditions et la charge de travail afin d'éviter l'épuisement professionnel. Afin d'atténuer les pressions exercées sur les enseignants, le CESE invite les autorités nationales à les soutenir dans leur formation à cette nouvelle méthode d'apprentissage. (II)



Les besoins en soins de longue durée de qualité sont voués à augmenter

Les taux de surmortalité enregistrés au cours de la crise pandémique actuelle ont révélé des problèmes structurels et systémiques dans le modèle de soins en maison de repos. En outre, l'allongement de l'espérance de vie et l'augmentation consécutive du nombre de personnes âgées dans les années à venir font ressortir la nécessité de réformer le modèle de prise en charge.

Lors de l'audition organisée par le CESE sur le thème «[Vers un nouveau modèle de soins pour les personnes âgées: tirer les enseignements de la pandémie de COVID-19](#)», les principaux défis que rencontre ce secteur ont été recensés, à savoir, entre autres, comment améliorer l'accessibilité, le caractère abordable et la qualité des soins, et comment garantir un nombre suffisant de prestataires de soins ainsi que de meilleures conditions de travail. Les contributions issues de cette audition viendront alimenter l'avis d'initiative que le CESE élabore actuellement sur le sujet.

Miguel Ángel Cabra de Luna, le rapporteur de l'avis en question, a déclaré: «Cet avis n'a pas vocation à proposer une approche globale du vieillissement, mais plutôt à mettre l'accent sur la question des soins aux personnes âgées, puisqu'elles ont été les plus touchées par la pandémie de COVID-19.»

Au cours de l'audition, des présentations des modèles de soins de santé de plusieurs États membres ont été données, illustrant les différentes approches et les difficultés survenues en raison de la pandémie.

Selon le rapport 2021 sur les soins de longue durée, élaboré par la Commission et le Comité de la protection sociale, le vieillissement de la population devrait entraîner une augmentation sensible de la demande de soins de longue durée, sachant que le nombre de personnes âgées de 65 ans ou plus devrait augmenter de 41 %, pour atteindre 130,1 millions, au cours des 30 prochaines années.

Maciej Kucharczyk, secrétaire général du réseau AGE Platform Europe, a déclaré: «Le développement de systèmes de soins performants représente une opportunité, et les services sont les moyens de soutenir l'autonomie des personnes, leur indépendance et leur qualité de vie.»

Tuscany Bell, de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP), a ajouté: «Pour fournir un service adéquat aux personnes qui ont besoin de soins, il faut des conditions de travail appropriées et suffisamment de personnel qualifié. Dans les faits, un nombre insuffisant de prestataires de soins s'occupent d'un trop grand nombre de personnes.»

Étant donné que le vieillissement actif revêt un caractère transversal et touche aux politiques économiques et sociales, une coordination entre les services sociaux et les services de santé s'impose, permettant ainsi d'accroître l'accessibilité des soins de longue durée et de donner aux personnes âgées la possibilité de vivre dans la dignité. (at)



Soyez connectés et restons en contact!

Le séminaire 2021 «Connecter l'UE» de Lisbonne est terminé. Pour la quatorzième fois, nous avons réuni des spécialistes des questions de communication de la société civile organisée et des attachés de presse afin de discuter de l'Europe dont nous rêvons.

Il est temps aujourd'hui de faire de ce rêve d'une Europe forte, sûre, sécurisée, équitable, inclusive et porteuse d'espoir une réalité.

Nous souhaitons remercier tous nos invités, les intervenants, les modérateurs, les journalistes, les membres du CESE, collègues et amis, pour ces moments intenses et créatifs que nous avons passés dans le cadre enchanteur de Lisbonne. Nous pouvons tous être fiers de cette réussite commune.

Restons en contact et restez connectés!

L'équipe de l'unité Presse du CESE

NOUVELLES DES GROUPES



Stimuler l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les micro-entreprises ainsi que les petites et moyennes entreprises européennes

By the EESC Employers' Group

La diversité et le potentiel actuels des applications de l'intelligence artificielle (IA) sont presque illimités, et, aujourd'hui, particuliers et entreprises sont nombreux à utiliser des solutions fondées sur l'IA sans en être conscients. Devant la généralisation de ces technologies innovantes, les micro, petites et moyennes entreprises (MPME) doivent adopter l'IA pour maintenir leur position face à leurs concurrents actuels ou émergents. Nevertheless, several obstacles lead to an adoption gap between markets and/or between large corporations and

MSMEs. A recent study shed light on the opportunities and challenges of AI uptake for Europe's MSMEs.

L'intelligence artificielle fait peser un certain nombre de menaces sur les MPME européennes. The main challenges are insufficient awareness of AI benefits amongst company management and lack of skills

amongst existing (technical) staff, in addition to lacking or inaccessible data. De la même façon, les conditions du marché extérieur, telles que des cadres juridiques trop restrictifs ou trop larges, peuvent entraver le succès de l'adoption des technologies de l'intelligence artificielle par les MPME.

In order to overcome these challenges and boost the uptake of AI in MSMEs, the study presents a toolbox for policy makers, which includes the following measures:

- Educate on AI & build the necessary skills in the MSME workforce to remain competitive
- Enhance centralised access to open data to train and develop AI solutions whilst protecting data ownership and control
- Expand financial instruments for MSMEs to support AI implementation in their digitalisation effort
- Ensure a transparent single market for AI solutions to reduce risks and increase transferability for MSMEs

Vous trouverez l'étude complète ici (*en anglais seulement*): <https://europa.eu/!gy8h4C>

The study "Boosting the use of Artificial Intelligence in Europe's micro, small and medium-sized enterprises" was commissioned by the EESC at the request of the EESC Employers' Group. Les auteurs de l'étude sont les sociétés de conseil SpaceTec Partners et UnternehmerTUM. (dv/kr)

WORKERS' GROUP



Garantir un salaire minimum vital pour contribuer à combler l'écart salarial entre les hommes et les femmes

Par le groupe des travailleurs du CESE

L'édition 2021 de la «Journée de l'égalité salariale» a eu lieu le 10 novembre, une occasion de sensibiliser à l'écart de rémunération entre les hommes et les femmes, qui dépasse en moyenne les 14 % en Europe, et qui est même bien supérieur dans certains pays. La tendance est à l'amélioration dans certains cas tandis que dans d'autres, cette évolution ne produira, au rythme actuel, des résultats satisfaisants que dans quelques milliers d'années...

L'emploi précaire, qui touche généralement davantage les femmes que les hommes (elles représentent 58% de la totalité des emplois rémunérés au salaire minimum en Europe) est un problème sous-jacent à cette différence de salaire. Les bas salaires concernent tous les travailleurs, mais touchent plus durement les plus vulnérables. L'un des principaux moyens de combler cet écart consiste à augmenter les salaires minimaux en Europe, en garantissant que tout un chacun perçoive un revenu minimal.

Comme le montre la Confédération européenne des syndicats (CES), porter les salaires minimaux à 60% des salaires médians et à 50% des salaires moyens réduirait l'écart salarial entre les hommes et les femmes de 25% en Roumanie, de 19% en Grèce, de 12% en Pologne, de 11% en Slovaquie ou encore de 10% en Espagne et au Luxembourg. C'est une autre raison pour laquelle il est essentiel de renforcer la directive européenne relative à des salaires minimaux adéquats.

[Comme l'a souligné le CESE en mars de cette année](#), il est impératif de garantir des salaires minimaux qui soient décents et de renforcer les conventions collectives pour assurer la stabilité de la société et la rendre innovante de même que pour promouvoir le bien-être. Toutefois, les salaires minimaux vitaux sont également importants pour sortir les personnes de la pauvreté et les protéger de celle-ci, ainsi que pour améliorer les conditions de vie et de travail des personnes vulnérables, dont font encore malheureusement partie les femmes. L'écart va au-delà des salaires et existe aussi en matière de retraites: [l'écart pour les retraités est de 30%](#), en raison des différences considérables qui existent dans les prélèvements sociaux tout au long de la vie active des personnes de chaque catégorie. Dans certains cas, comme celui de Malte, l'écart de retraite dépasse les 42%.

La société civile et les partenaires sociaux, de même que les institutions européennes et les gouvernements nationaux, doivent continuer à s'efforcer de le combler. Il s'agit-là d'un élément essentiel d'une campagne plus large visant à garantir l'équité sociale et la justice tout en construisant pour l'Europe un avenir meilleur. (prp)



Les organisations de la société civile réclament une stratégie de l'UE en faveur de la société civile

Par le groupe «Diversité Europe» du CESE

Lors d'une [conférence](#) sur le thème «Organisations de la société civile: des acteurs clés pour l'avenir de l'Europe», qui a été organisée par le [groupe «Diversité Europe» du Comité économique et social européen \(CESE\)](#), en partenariat avec [Société civile Europe](#) et avec le soutien du groupe de liaison et de la catégorie «Vie associative» du CESE, les organisations de la société civile et les instances qui les fédèrent ont réitéré leur appel en faveur d'une stratégie de l'Union pour la société civile et d'un statut européen pour les associations. Elles ont estimé que pour rétablir la confiance des citoyens dans la politique et renforcer la démocratie européenne, un facteur essentiel consiste à assurer un suivi approprié de la conférence sur l'avenir de l'Europe et à mener avec elles-mêmes un dialogue régulier et structuré.

Les organisations et les personnes qui ont pris part à la manifestation ont exprimé leur détermination à renforcer leur coopération, afin d'éviter que l'espace citoyen ne continue à se contracter et à subir des glissements, et elles se sont dites résolues à militer en faveur d'un dialogue civil opérant. Dans un contexte où les organisations de la société civile doivent relever un nombre croissant de défis, d'ordre politique et économique, il s'avérera primordial qu'elles puissent compter sur un financement, en particulier pour les plus modestes d'entre elles, disposer d'une protection juridique efficace, développer leurs capacités et recourir aux procédures de plainte qui existent au niveau de l'Union. Les participants ont également demandé un appui de la part des institutions européennes.

La conférence a bénéficié de la présence d'orateurs et de représentants d'organisations de la société civile d'un haut niveau et a donné lieu à la présentation des premières conclusions d'une étude du CESE qui, à la demande du groupe «Diversité Europe», a examiné «Les incidences de la pandémie de COVID-19 sur les droits fondamentaux et l'espace civique». Sa publication interviendra au premier trimestre de 2022.

Les conclusions et recommandations de la conférence sont disponibles sur le site internet du groupe «Diversité Europe». Elles feront partie intégrante de la contribution qu'il apportera à la conférence sur l'avenir de l'Europe.

Vous pouvez lire dans son intégralité le communiqué de presse qui a été consacré à la manifestation en cliquant sur ce [lien](#). (jk)

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



«La vérité sur les mensonges» bientôt dévoilée

La **13^e édition de la manifestation «Votre Europe, votre avis!»** a été lancée.

La manifestation annuelle du CESE pour la jeunesse aura lieu à distance les 31 mars et 1^{er} avril 2022. Des établissements sélectionnés de chacun des 27 États membres de l'Union européenne (UE) et des cinq pays candidats à l'adhésion à l'UE participeront à un débat sur le thème «La vérité sur les mensonges.

Les jeunes s'attaquent à la désinformation». Les inscriptions sont à présent clôturées et le tirage au sort pour la sélection des établissements participants aura lieu le 9 décembre.

Les visites des membres du CESE dans les écoles suivront en janvier et février 2022. Diffusez la nouvelle et restez connectés! (ck)



Le CESE, partenaire du festival artistique Europalia, souhaite à Boris Charmatz «la bienvenue à bord»

Pour célébrer l'Année européenne du rail 2021, le CESE a organisé la projection d'un court-métrage réalisé dans le cadre du [festival artistique Europalia](#).

Il s'agit d'un extrait de «La Ronde», un spectacle de danse du chorégraphe français **Boris Charmatz**.

Cette projection, organisée en collaboration avec la section «Transports, énergie, infrastructures et société de l'information» (TEN) du CESE, a eu lieu lors de la [manifestation sur l'Année européenne du rail](#), le 15 novembre dernier.

Vous pouvez visionner le film [en cliquant sur ce lien](#). (ck)

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)

Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente édition

Amalia Tsoumani (at)

Chrysanthi Kokkini (ck)

Daniela Marangoni (dm)

Daniela Vincenti (dv)

Ewa Haczyk-Plumley (ehp)

Jasmin Kloetzing (jk)

Katharina Radler (kr)

Katerina Serifi (ks)

Laura Lui (ll)

Marco Pezzani (mp)

Pablo Ribera Paya (prp)

Coordination

Agata Berdys (ab)

Katerina Serifi (ks)

Technical support

Bernhard Knoblach (bk)

Adresse

Comité économique et social européen

Jacques Delors Building,

99 Rue Belliard,

B-1040 Brussels, Belgium

Tél. +32 25469476

Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu

CESE info est publié neuf fois par an lors des sessions plénières du Comité. Il est disponible en 23 langues.

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction est autorisée à condition de mentionner la source (CESE info) et d'envoyer un lien au rédacteur en chef.